

La rébellion burundaise boude les postes que lui propose le pouvoir

PANA, 29/12/2008 Bujumbura, Burundi - Le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL) a qualifié, lundi, de "miettes" et refusé, les 33 postes que lui proposait l'Etat burundais dans les différentes institutions, en vertu de l'accord de cessez-le-feu liant les deux parties belligères, a-t-on appris de source proche de la dernière rébellion active au Burundi. Ces postes font partie des engagements pris par le pouvoir de Bujumbura lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement membres de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi le 4 décembre courant, à Bujumbura.

Le PALIPEHUTU-FNL aurait reçu des offres de deux ambassades en Occident, deux gouvernorats, quelques postes de responsabilités à la tête des sociétés para-étatiques ainsi que des postes de conseillers principaux au niveau de l'Exécutif. "Notre combat mérite plus de considération et il faudra reprendre les discussions avec le gouvernement burundais sur ces offres insignifiantes", a confié à la PANA, lors d'un entretien téléphonique, le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL au sein du mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS) de l'accord de cessez-le-feu, Anatole Bacanamwo. La marge de manœuvre du pouvoir n'était cependant pas grande puisque pour entrer dans d'importantes institutions étatiques, comme au gouvernement, il faut qu'un parti politique ait réalisé un score d'au moins 5% des suffrages exprimés lors des dernières élections législatives, selon la Constitution nationale. Le mouvement rebelle n'ayant pas pris part aux élections générales de 2005, il faudrait alors changer la Constitution pour lui trouver des places au gouvernement, argumentent les tenants du pouvoir. Pour le responsable rebelle, en revanche, il faudrait attendre les prochaines élections générales de 2010 et s'en remettre au verdict populaire. Les choses ne sont pas aussi faciles, puisque le PALIPEHUTU-FNL devra d'abord renoncer aux résistances actuelles et accepter de changer d'appellation à connotation ethnique pour mériter l'agrément en tant que parti politique admissible à la compétition électorale. Le mouvement rebelle a des exigences pour renoncer à une appellation qui lui est chère et dans laquelle se reconnaissent la majorité de la population à dominante hutu. Une campagne de sensibilisation des militants et sympathisants au changement d'appellation doit d'abord avoir lieu et nécessitera un budget de 300.000 dollars US pour sillonner tout le pays, a dit M. Bacanamwo, en s'en remettant à la bonne volonté de la communauté internationale qui parraine le processus interburundais de paix. Le rassemblement des milliers de combattants, candidats à la démobilisation, traînerait également par la faute de la communauté internationale qui n'a toujours pas apporté les moyens matériels et financiers promis pour aménager et équiper correctement des sites d'accueil, a également fait savoir le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL au MCVS. Ces divergences risquent de retarder l'achèvement du 31 décembre 2008, laquelle les deux parties devraient avoir bouclé les négociations pour mettre enfin en application, de manière effective, leur accord de cessez-le-feu en souffrance depuis bientôt trois ans, comme l'exige encore les pays membres de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi, sous peine de sanctions à l'encontre de la partie belligère qui se sera rendue coupable de bavages avérés.